

### Communication 1.3

« Pour une pédagogie en développement social local »

Yassine Dib et Sylvie Clotagatide, IRTS de la Réunion

Chacun a besoin de se situer dans le temps, dans l'espace, dans les dynamiques, appréhender son environnement. Dans le développement local, c'est une étape fondamentale car le préalable sera de comprendre le territoire.

Nous commencerons donc tout naturellement cette intervention, par nous situer, en faisant une brève présentation de notre contexte.

Un territoire : l'île aux multiples paradoxes.

Le département de la Réunion compte au dernier recensement (1999), 706 300 habitants sur une superficie de 2504 Km<sup>2</sup> soit une densité de 282 habitants au Km<sup>2</sup>. Élément démographique qui a de son importance, car sa topographie (une île volcanique formée en son centre de 3 cirques vertigineux difficilement accessibles) amène une densification de son territoire essentiellement sur son littoral. Et de par sa configuration un important contraste entre les 4 points cardinaux de l'île.

Cette population est jeune, soit plus de la moitié âgée moins de 30 ans.

Elle est multi-ethnique (indiens, africains, chinois, métropolitains, créoles) qui amène de fait une approche nécessaire de sa dimension culturelle.

Une île qui a depuis la départementalisation eu une trajectoire rapide, puisque en un peu plus de 50 ans date de la départementalisation, malgré son éloignement de l'Europe, est parti du monde de la colonisation pour s'orienter vers son modèle d'appartenance à savoir la Métropole. De l'esprit communautaire des Kan nous sommes passés aux difficultés des quartiers. Une population active de 58.1% occupant massivement le secteur tertiaire et un taux de chômage de 41.6%. Avec pour autant un taux de créations d'emplois important.

Un contexte social donc qui amène une mise en œuvre des politiques sociales différente.

L'approche DSL au sein de l'évolution de celles-ci est donc nécessaire pour appréhender notre démarche pédagogique.

Sur cet aspect, l'approche historique posée par G.DROZIN nous a fortement aidé. [1]

### **De 1946 à 1964 : L'enjeu posé sera comment améliorer les conditions de santé et d'hygiène de la population ?**

La départementalisation par la loi du 14 Mars 1946 instaure des mesures sociales, qui auront pour objectif de répondre à l'urgence.

Auparavant, seule une minorité peut faire appel au médecin, accède au savoir, assure sa retraite...

La départementalisation permet à la solidarité nationale de s'exercer sur l'île [2], d'importants apports financiers et humains sont octroyés et favorisent ainsi un rattrapage dans le domaine des infrastructures, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Il n'y a pas à ce moment précis de service social, seul un service de santé est présent.

Peu à peu on assiste à la réduction des inégalités enracinées et conséquences d'une histoire marquée par la colonisation et un système inhumain, celui de l'esclavage. Il faut attendre 1962 pour voir apparaître une ébauche de service social. Nous pouvons qualifier cette période de lente évolution vers l'accès aux droits, tant sur le plan de l'éducation que celui de la santé, du logement, de la protection sociale.

Au côté des services publics, le mouvement associatif participe sans conteste à l'évolution des conditions de vie de la population. En effet, le statut associatif, offre toute la souplesse nécessaire pour répondre à l'urgence et à la gravité des problèmes dans un souci de proximité.

Pour illustration la création de l'ARFUTS (association pour l'utilisation et la formation des travailleurs sociaux) sera créée, elle embauchera massivement des travailleuses familiales qui mèneront auprès des familles tout un travail éducatif qui sera certes de type individuel, mais surtout de quartier en raison de l'ampleur de la tâche.

L'ARESS (association réunionnaise d'éducation sanitaire et sociale) mènera un travail d'éducation concernant l'hygiène, et sera le pourvoyeur de toilettes dans les habitations.

En matière d'intervention sociale, le travail social de groupe et le travail social d'intérêt collectif sont pratiqués par les professionnels essentiellement de la DDASS créée en 1964. Des expériences vont être menées par des professionnels, sans pour autant devenir de réelles directives institutionnelles.

De 1965 à 1980 : Comment améliorer les conditions de ressources et réduire les inégalités ?

La départementalisation se poursuit avec la mise en place des politiques nationales (structures et prestations). On notera cependant toujours un décalage avec la métropole. Pour exemple, l'ouverture officielle de la CAF de La Réunion ne se fait qu'en 1972. Elle participe dès le début à soutenir la politique du logement. Très rapidement elle œuvre dans le domaine de la petite enfance, de l'animation socio-culturelle, et devient un partenaire essentiel du développement social local 1

Les interventions dominantes du service social sont celles de la polyvalence intégrale à visée de prévention promotionnelle et collective.

Les années 80 à nos jours : Comment adapter l'action sociale aux spécificités du département ?

La Décentralisation, un nouveau cadre institutionnel pour les Politiques Sociales sera l'outil bienvenu pour mettre en œuvre cette démarche autour des notions de rattrapage et d'égalité sociale. Les décisions se rapprochent du citoyen afin d'atténuer la lourdeur du centralisme parisien. Cette nouvelle organisation bouleverse tant les travailleurs sociaux que les structures sociales, peut être davantage qu'en Métropole, notre contexte îlien accentuant davantage la confrontation de la sphère sociale à celle du politique.

Durant cette période, les politiques sociales sont réaménagées afin de mieux répondre à de nouvelles demandes, à des besoins locaux. Pour exemple, l'arrivée du Revenu Minimum d'Insertion, va amener pour la gestion de l'insertion la création d'une agence départementale de l'insertion à gestion couplée Etat/Département. Le RMI est consacré dans un premier temps au logement et à l'insertion, car le souci est de savoir comment adapter l'action sociale aux spécificités du Département ?

« Or la visée de ces politiques est corrective, voire rééducative, censées accompagner le développement économique » elles sont centrées sur des publics cibles et créent des catégories quasi juridiques, la personne handicapée, le parent isolé et elles privilégient la solvabilisation des ménages. Il se développe alors, comme en Métropole, une gestion administrative des populations. Cette façon d'agir donne au travail social sa forme complexe, avec des interventions fractionnées, spécialisées.

La mission est alors d'aider les habitants à développer leurs propres projets avec l'aide des travailleurs sociaux. L'action sociale s'inscrit alors dans une logique de développement social, en ce domaine, selon G. Cadre, Délégué Régional Interministériel à la Ville (D.R.I.V), ce ne sont pas les problèmes des quartiers ratés qu'il faut traiter à la Réunion, ce sont des quartiers nouveaux à réussir.

Le partenariat devient un élément institué, mais comme à l'échelle nationale, « celui-ci est quelque peu obligé et ne débouche pas sur des décloisonnements et sur un partage des compétences des acteurs » [3]

Au début des années 2000, le Conseil général offre la possibilité aux assistants sociaux de polyvalence de s'investir dans le Développement Social Local. Cet investissement va se poursuivre et devenir un service à part entière jusqu'à nos jours.

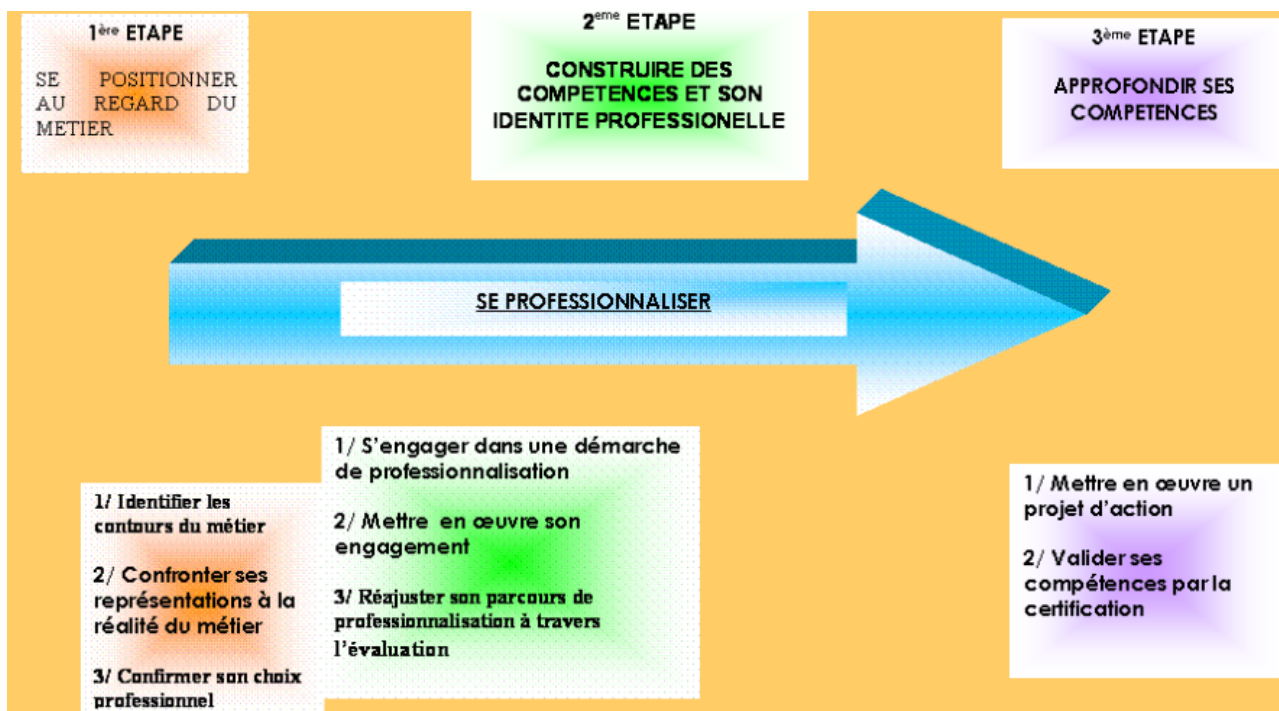
Une expérience ministérielle, basée sur une contractualisation institutionnelle (Etat/ Département/ CAF/ ADI) est initiée en 2003 : le cadre Un Projet. Social Territorialisé. Il consiste à fédérer les forces d'un territoire pour penser et mettre en œuvre un projet de développement.

C'est dans ce contexte professionnel que s'inscrit notre démarche pédagogique.

Depuis trois ans, l'IRTS de La Réunion a fait le choix d'initier une démarche pédagogique de l'alternance, transversale à l'ensemble formations initiales et basée sur les compétences à construire au vu du métier investi.

« L'acquisition de ces compétences ne peut se faire que dans le cadre d'une alternance intégrative.

L'alternance n'est pas une succession de temps en «école» et de temps sur le terrain, elle est un mode de formation partagée comportant deux espaces en interaction constante : le centre de formation et le milieu professionnel conçu comme un site qualifiant. Ils sont tous deux de façon spécifique des lieux de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être. L'alternance permet que s'opère la dialectique articulant l'ensemble des acquis issus de la pratique professionnelle et de l'analyse des situations vécues, et l'ensemble des acquis issus des apports théoriques, méthodologiques et des analyses de situation traités en centre de formation.



Le DSL est un axe de formation majeur tous niveaux confondus pour notre institut. Nous sommes (formateurs), pour la conception de la démarche, dans une recherche-action. Notre inscription plurielle : formations initiales assistant social, éducateur spécialisé et formation continue animateur depuis 2002 dans la formation DSL mise en place par le GNI, nous a d'ailleurs fortement conforté dans la démarche de formation pédagogique présentée ci-après.

## DEMARCHE PEDAGOGIQUE DSL IRTS REUNION

1ere étape	2eme étape	3eme étape
<p>Se situer et partager le regard sur un territoire :</p> <p><b>identification des problématiques</b></p>	<p><b>Partager la compréhension du territoire :</b></p> <p><b>Les hypothèses de travail et la proposition de la méthodologie</b></p>	<p>Co-construire le projet du territoire :</p> <p><b>Les résultats, les propositions</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier ma vision et mes questionnements sur mon propre territoire de vie</li> <li>- Confronter mes représentations à la réalité du territoire</li> <li>- Identifier les logiques et les problématiques du territoire</li> <li>- Situer la légitimité du travail social dans une perspective de développement du territoire :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- identifier et/ou construire les outils nécessaires à la connaissance</li> <li>- identifier les éléments de connaissance d'une dynamique et de ses empêchements</li> <li>- identifier des axes de changement : le diagnostic partagé</li> <li>- identifier en interaction les légitimités des acteurs, les logiques et les systèmes : définition de l'organigramme stratégique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre conscience des effets de la dynamique du développement : l'évaluation</li> <li>- participer à l'élaboration et la mise en œuvre du projet de territoire</li> <li>- contribuer au processus de décision, au réajustement des politiques publiques.</li> </ul>

### Une démarche de développement andragogique

Notre propos s'attachera essentiellement à la première étape : L'approche du territoire.

La mise en œuvre de cette démarche, s'est faite en 2004 dans le secteur des formations initiales d'éducateurs spécialisés et assistants de service social et ce de manière distincte pour des raisons d'organisation. Mais forts de l'intérêt professionnel que nous gagnerions à coupler les deux formations, une réflexion est engagée en ce sens.

Le thème central du module est la notion de territoire. Les apports théoriques préalables sont construits autour de cette notion. Au niveau démographique, socio historique, anthropologique, économique, juridique, en fait toutes les disciplines qui alimentent la réflexion à ce sujet.

Les outils méthodologiques pour une connaissance du territoire, sont réfléchis en fonction du contexte par le groupe.

La mise en situation se fait en groupe également et a pour objectif de poser des constats et dégager des questionnements, des orientations possibles.

Les conditions d'investigation pose l'obligation:

- d'investir le territoire physiquement
- de privilégier la rencontre des habitants.

En fait une investigation de type ethnologique. L'accompagnement se fait par les professionnels acteur du Projet Social Territorialisé de ces mêmes territoires.

A l'avenir, Il est envisagé que le territoire soit le site qualifiant, ainsi l'équipe partenariale peut être référent d'accompagnement du groupe d'étudiants.

La production présentée sous forme de synthèse, fait l'objet d'une confrontation avec le regard de l'équipe référent du territoire.

## Caractéristiques de la démarche

### La co-construction

Cette démarche est co-construite avec les professionnels (Département - CAF) et des personnes ressources (sociologue, économiste).

Co-construction également dans l'élaboration des outils. Les étudiants accompagnés certes par des professionnels, ont pu construire leur propre grille d'observation du territoire. Celle-ci dans son contenu est proche de celles que l'on peut retrouver dans les apports théoriques et dans le cadre professionnel (histoire, équipements, aménagement, circulation.....).

Les formateurs de terrain sont co-accompagnateurs tant dans les apports théoriques que dans la mise en situation.

### Un processus de formation basé sur une démarche de professionnalisation

L'approche pédagogique DSL est en correspondance avec la démarche d'alternance. Elle se présente sous forme d'un processus jalonné d'étapes. De ce fait l'inscription dans la démarche de formation est plurielle, elle peut se mettre en œuvre complètement ou partiellement, elle peut s'adresser tant à des personnes en formation initiale que continue.

Ce dernier point nous amène à penser un accompagnement à la mise en œuvre du projet, par un groupe de personnes ressources.

### Le partenariat : de la sensibilisation à l'expérimentation

Les objectifs de formation sont expérimentés en groupe de cinq à six étudiants, ceci en raison de l'importance de la sensibilisation au travail en équipe. Comme nous l'avons dit précédemment, la transversalité est un axe privilégié par l'I.R.T.S, à terme il s'agira d'associer dans une même mise en situation différentes formations au travail en groupe.

Le partenariat est au cœur de cette entreprise tout au long de la construction de cette démarche. Il amène une nécessaire concertation en continue.

### La méthodologie

L'approche pédagogique privilégie la démarche ascendante (population, décideurs). En revanche la démarche descendante, davantage identifiée aux dispositifs tels que la politique de la ville est présentée mais non exploitée en terme d'expérimentation.

En présentant la démarche on s'aperçoit que le projet, les étapes déterminent la méthode d'intervention. Mais d'une façon générale c'est bien la capacité à se positionner comme force de proposition qui est mise en œuvre, d'où l'utilisation en arrière plan de la méthodologie de recherche. D'ailleurs la spécificité du DSL n'est-il pas d'amener quelque peu les acteurs, à se situer dans une démarche de recherche action. C'est en tout cas la position dans laquelle nous nous retrouvons dans cette expérience de construction pédagogique.

### Les concepts

Le premier élément travaillé est celui des représentations. En fait il s'agit de partir du formé et non des attendus de formation. Nous nous situons dans une approche andragogique. Ce qui ne fait que renforcer la nécessité de l'implication, une démarche pleine et entière de développement, pour la personne en formation. Et ce tant dans la dimension individuelle que de la dynamique de groupe.

La notion de représentation est centrale dans l'expérimentation, en effet nombreux sont les étudiants qui ont des représentations négatives des habitants des quartiers (violence, délinquance, ruralité est égal à pauvreté,..).

Un exemple : pour certains étudiants au niveau de la Réunion, les quartiers des hauts sont habités essentiellement par des petits blancs (dans l'histoire de l'île les hauts sont investis par des petits blancs souvent dans une situation précaire), la surprise est grande lorsqu'ils réalisent que dans ce quartier vivent une ethnie dominante : les tamouls (indiens d'Inde).

Cette notion de représentation l'est également pour les formateurs, (et renvoie également à la posture du formateur, il apprend avec l'étudiant), nous étions convaincus que pour une majorité des étudiants, un des premiers critères motivant l'inscription dans la formation était une capacité à communiquer. Nous avons du lors des régulations, prendre conscience du travail important sur la peur d'approcher l'inconnu, l'étranger. En effet en terme d'acquis ils étaient fiers d'avoir pu entrer en contact avec des personnes dans la rue. Cette réaction il est vrai nous ramène à la dure réalité du penchant à l'individualisation de notre société. Nous pensons nécessaire d'investir une dimension du travail de rue, qu'est ce que l'inscription sur le territoire de l'autre, des autres.

L'approche est centrée sur le concept de territoire. Les groupes ont construit leur propre définition du territoire. Voici celles qui ont émergé :

Educateurs spécialisés

Assistants de service social

« Le territoire est d'abord :

- un espace habité par des personnes libres,

- y vivant au quotidien, ayant leurs racines, leurs identités, leurs cultures, leurs habitudes, leurs religion et croyances, avec leurs énergies et activités, plus ou moins de passage et mobiles.

Elles y recherchent le bien être, l'appropriation et l'exercice de la souveraineté.

Le territoire est en même temps une portion de Nation et d'Humanité où se rencontrent en interaction et interculturalité les bandes, les communautés et les associations ouvertes au monde, notamment avec Internet.

Le territoire se situe :

- dans une histoire avec ses origines, ses phénomènes et ses légendes

- et dans un cadre géographique avec sa densité, sa démographie, ses lieux-dits et lieux symboliques, ses ressources naturelles et ses infrastructures.

Il a ses frontières et ses limites et des plus ou moins grandes liaisons.

Il est ou peut être le lieu de création d'activités économiques à partir des savoirs faire.

C'est à partir de cette constellation d'éléments bien diagnostiqués que l'enjeu du territoire peut être défini, se transformer en dynamique de projet ou vision d'avenir.

Il peut se développer en partenariat d'actions s'il y a une volonté politique, un partage de pouvoir par la participation des habitants et les structures y contribuant.

C'est un laboratoire pour l'ensemble de la société.

« tout espace habité maison, résidence ou lieu de vie produit historiquement par une population qui a pris racine ses particularités ses valeurs, sentiment, habitude coutume tradition et coutume culture. Elle y a cherché et cherche encore la protection, le refuge, la sécurité et la reconnaissance. Par son attachement à cette terre, ce sol, dans un paysage et dans un environnement constamment approprié et aménagé les liens familiaux amicaux et sociaux se tissent, formant une communauté insulaire rattachée à une collectivité. C'est par l'activité l'action de tous, la passion, la mise en mouvement les dynamiques de changement et la volonté politique que cet espace évolue intégrant l'héritage des ancêtres le temps passé et à venir »

Elles sont très proches, et sont dans le droit fil de l'approche du territoire qui leur a été proposé. La similitude est qu'ils perçoivent de manière intrinsèque, les composantes du D.S.L : les habitants, politiques, professionnels, la symbolique, l'histoire du territoire, le projet etc....

Cette notion est importante, la démarche pédagogique est volontairement orientée vers le projet d'avenir du territoire, quels sont les possibles ?

L'approche est humaniste, positive, la dimension du rêve est présente. Il y a eu beaucoup de discussion sur les changements possible du territoire tant entre eux qu'avec les habitants. Elle s'inspire beaucoup de la vision de P.CALAME [4]

C'est un des points de critiques de la démarche : le travail social n'a-t- il pour but de pallier les dysfonctionnements ? Mais pas que !

Les stagiaires identifient naturellement (ou déjà en référence à l'identité professionnelle) les points apparentés à des dysfonctionnements et cherchent à identifier les ressources. Ils repèrent les frontières symboliques, les espaces d'échanges, ainsi que la mouvance dans leur organisation en fait les éléments non visibles de prime abord sont bien identifiables si l'observateur se situe dans le territoire. Grâce à une imprégnation physique et directe, ils ont très vite opté de quitter la voiture et de circuler à pied. Ayant pour consigne d'éviter les travailleurs sociaux, la nécessité d'entrer en contact avec les habitants, pour avoir des éléments, s'est immédiatement fait ressentir. Être dans le territoire renvoie à la posture professionnelle. Il s'agit en effet d'avoir un contact direct avec l'environnement, cela nécessite donc de ne pas réduire le positionnement à celui de l'institution. Mais prenons garde, il ne s'agit pas de limiter l'approche du territoire, à un contact physique, mais bien la façon d'être qui demande de l'humilité, de l'énergie, l'acceptation et la volonté d'apprendre de l'autre, des habitants de ceux qui vivent là, qui ont eu un passé sur ce lieu.

L'approche du territoire s'est donc réalisée de « l'intérieur ». Les enjeux de cette démarche « de développement » au sens le plus large, sont perçus.

#### La professionnalisation

La confrontation du regard des étudiants au diagnostic des professionnels, positionnent les personnes en formations dans une position d'acteurs, ils se sentent investis d'une mission : celle de comprendre le territoire et surtout de pouvoir se mesurer à leur futurs pairs. Par cette approche ils identifient la légitimité du travail social, mais par la même les limites de l'intervention professionnelle. En effet leurs regards doivent se confronter à d'autres connaissances, d'autres expertises, afin d'avoir une réelle approche globale.

Mais les conclusions de leurs travaux en terme d'approches des dynamiques du territoire sont très ressemblantes de celles du Projet Social Territorialisé. Ainsi nous avons pu nous rendre compte, que l'identification de problématiques n'est peut être pas l'étape la plus difficile. Une des conditions nécessaires étant d'être sur le territoire.

(C'est peut être le passage de l'idée au projet qui est l'étape la plus complexe et la plus longue à mettre en œuvre. Car il s'agit là du partage de l'expertise sociale avec les autres logiques et donc entre autre la question du partenariat.)

Cette expérience a été initiée en début 2004. La réforme du DEASS, ne fait que conforter la légitimité de ce module par l'inscription de l'intervention sociale d'intérêt collectif au travers des populations, du territoire.

[1] Cours d'histoire du service social de G.DROZIN (directrice de l'AFPTS – Ecole de service social de La Réunion) 1999.

[2] F.FILO « De la polyvalence au Développement Social Local » mémoire DSTS/MST 2001, p 14.

[3] M. AUTES «insertion et solidarités » in, Intégration et exclusion dans la société française contemporaine. P 208 P.U.L 1994 3<sup>e</sup> édition

[4] « Un territoire pour l'homme » de P.CALAME Editions de l'Aube 1994